

## COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

#### SÉANCE DU 26 SEPTEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre le **26 septembre à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis à la salle des Fêtes de MAROLLES, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 20 septembre 2024 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

**Etaient présents** : MM. CAPPÉ, FORMET, DHYÈVRE, DULIEUX, Mme GUÉRY, MM. COTTON, DELCOMBEL, MATHIEU, COLLOT, Mme ARMANETTI, MM. MALOU, CASTAGNA, MAUTRAIT, LAVEFVE (suppléant de M. CHAMPION), GÉRARD, DESANLIS, DANCOT (suppléant de M. MOULIN), Mme GEOFFROY, MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. COQUIN, ROYER, CHAVEROU, LOISELET, PASSINHAS (à partir de 18h40), BONETTI, BOUQUET, Mme RÉOLON, MM. MOUTON, BURCKEL, Mme VÉGA, MM. TINDILLIÈRE, GONTHIER, FONTAINE, Mme COLSON, MM. ROCH (jusqu'à 21h30), BEAUJOIN, Mme GOUILLY, MM. TRIOLET, EL GHALLOUSSI.

**Absents excusés** : M. LONCLAS, Mme PARNISARI, MM. FORTIN, THIÉBAULT, Mme FELICETTI, M. DESCHAMPS, Mmes KARCENTY, COLLIN, JACQUEMOT, SERRE, M. HMISSI, Mme BAUMEL, M. CARDOSO, Mmes PARIS, BERTIN, MUNSTER, GOLLÈS, M. ERRE.

**Absents** : MM. NICOULEAUD, VEBER, LANTERNAT, DUCHÊNE.

16 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. LONCLAS, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. CAPPÉ,
- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à Mme ARMANETTI,
- ✓ Mme FELICETTI donne pouvoir à M. DELCOMBEL,
- ✓ M. DESCHAMPS donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ Mme KARCENTY donne pouvoir à M. GÉRARD,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ M. ROCH donne pouvoir à M. BEAUJOIN à partir de 21h30,
- ✓ Mme SERRE donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ Mme BAUMEL donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. BURCKEL,
- ✓ Mme PARIS donne pouvoir à M. TINDILLIÈRE,
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme COLSON,
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. EL GHALLOUSSI,
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Madame Anna RÉOLON.

## MARCHÉS PUBLICS

### PRESTATIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA RATIONALISATION ET LA RÉHABILITATION DU GROUPE SCOLAIRE JULES VERNE

#### LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE DE PASSATION DE MARCHÉ PUBLIC ET AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT CORRESPONDANT

Rapporteur : Madame Christelle COLSON

Le groupe scolaire Jules Verne de VITRY-LE-FRANÇOIS a été construit en 1960 et est exploité par la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2013, pour l'exercice de la compétence scolaire. Il se compose d'une école maternelle et d'une école élémentaire distinctes. Ce groupe scolaire est confronté à une baisse continue des effectifs depuis plusieurs années. Les deux écoles sont très largement sous occupées : 2 classes en maternelle et 3 classes en élémentaire, soit 117 élèves depuis la rentrée scolaire 2024.

Afin de rationaliser l'utilisation des structures, la Communauté de Communes envisage d'intégrer l'école maternelle dans le bâtiment aujourd'hui dédié uniquement à l'école élémentaire. Cette évolution permettra de mieux occuper le bâtiment élémentaire, de libérer le bâtiment de l'école maternelle et de diminuer les frais de fonctionnement généraux de la structure (assurance, consommations énergétiques, travaux d'entretien...).

Pour ce faire, un programmiste a réalisé un audit des besoins (locaux, surfaces, fonctionnalités, travaux de mise aux normes, de rénovation thermique et énergétique dans le cadre des objectifs du décret Tertiaire [en option], objectifs environnementaux), ayant pour objet d'analyser les potentialités et contraintes du site de l'école élémentaire, puis de réaliser une étude de faisabilité visant à envisager plusieurs scénarii d'intervention (localisation des classes maternelles en R.D.C. ou en étage, reconstruction de la restauration, ...).

Sur la base du scénario retenu, un rapport final a été élaboré, puis un programme fonctionnel et technique détaillé de l'opération qui porte sur :

- une rationalisation globale du groupe scolaire ;
- une restructuration complète du bâtiment « élémentaire » permettant d'accueillir l'école maternelle ;
- une révision générale des fonctionnalités de l'école élémentaire, du périscolaire et de la restauration.

Le projet de restructuration et de réhabilitation sur le bâtiment « élémentaire » comprend les éléments suivants :

- un pôle de locaux communs, intégrant l'accueil, l'administration, des locaux pour le RASED (Réseau d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté), la bibliothèque, des locaux de service et techniques ;
- des locaux d'enseignement et d'accompagnement à l'enseignement pour l'école maternelle, composés notamment de 2 classes maternelles, une salle de sieste, une salle de motricité (mutualisée avec l'élémentaire et le périscolaire) ;
- des locaux d'enseignement et d'accompagnement à l'enseignement pour l'école élémentaire, composés notamment de 4 classes élémentaires ;
- des locaux dédiés à l'accueil périscolaire pour 30 enfants et l'accueil extrascolaire ;
- une restauration dimensionnée pour 30 repas en 1 service (en liaison froide).



Afin de mener à bien cette opération, la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER, veut s'adjoindre les services d'un maître d'œuvre capable de concevoir et réaliser le projet de réhabilitation et de rationalisation défini ci-dessus. A cette fin, il convient de lancer une procédure de marché public afin de missionner une équipe de maîtrise d'œuvre à même de mener à bien le projet envisagé.

Le coût des travaux étant estimé à 1.970.150,00 € H.T., la mission de maîtrise d'œuvre est évaluée à 216.000,00 € H.T.. Au vu de ces éléments, la consultation visant à recruter un maître d'œuvre sera lancée selon une procédure formalisée.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1414-1 à L.1414-2 et L.2122-21-1,

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L. 2124-2, R. 2161-2 et suivants et R. 2431-5,

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 10 septembre 2024,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver le projet de rationalisation et de réhabilitation du groupe scolaire Jules Verne ;

2°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à lancer une procédure d'appel d'offres ouvert, à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché correspondant et à signer le marché avec l'(es) entreprise(s) retenue(s) ;

3°/ dire que les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets primitifs 2025 et suivants ;

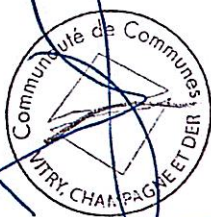
4°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à solliciter toutes les subventions possibles à leur taux maximum auprès des partenaires pouvant être appelés pour ce projet.

La délibération est adoptée

par : **51 avis favorables,**

**5 abstentions :** MM. COTTON, TRIOLET, Mme MUNSTER (pouvoir),  
M. EL GHALLOUSSI, Mme GOLLÈS (pouvoir).

La secrétaire de séance,  
**Anna REOLON**



**POUR EXTRAIT CONFORME,  
LE PRESIDENT,  
Jean-Pierre BOUQUET**

Certifié exécutoire par le Président compte tenu  
de la transmission en Sous-Préfecture le - 8 OCT. 2024  
et de la publication le - 8 OCT. 2024  
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.